

**GRACE AU GOUVERNEMENT, LES DROITS
D'INSCRIPTION LEGAUX POURRONT ETRE
JUSQU'A 5 FOIS PLUS ELEVES**

Argumentaire de la FEF concernant
l'augmentation des droits d'inscription en Hautes
Écoles, Écoles Supérieures des Arts et Instituts
Supérieurs d'Architecture



**UNE ETAPE VERS LA PRIVATISATION DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN LIEN AVEC SON
DEFINANCEMENT PUBLIC**

**Note Adoptée au Conseil fédéral du 25
septembre 2006**



TABLE DES MATIERES

Résumé	2
I. De quoi parlons-nous ? (petit historique)	4
1. Les DIC/DAC, c'est quoi ?	4
2. Virage à 360° : le Gouvernement revient sur ses engagements	6
3. Le libre accès en danger	7
II. Pourquoi nous opposons-nous à ces mesures ?	8
1. Contre toute augmentation des droits d'inscription : Étudier Est Un Droit, Pas Un Privilège !	8
2. Une mesure inconstitutionnelle et contraire au droit international	10
3. Une mesure économiquement irresponsable	11
4. Une mesure inutile	11
5. Une mesure injuste	13
6. Une mesure qui nuira aux régions défavorisées	14
7. Conclusion	15
Annexes	16
1. Première estimation de l'impact budgétaire de la mesure	16



Résumé

Cet été, le Gouvernement a adopté de nouvelles règles concernant les droits d'inscription en Hautes écoles (HE), Écoles Supérieures des Arts (ESA) et Instituts Supérieurs d'Architecture (ISA).

Ces nouvelles règles autorisent une augmentation des droits d'inscription légaux de 150 à 400% voire même plus pour certaines études.

Le but de la présente note est d'expliquer pourquoi la Fédération des Étudiant(e)s Francophones (FEF) s'oppose aux nouvelles mesures et réclame l'interdiction des droits complémentaires réclamés, illégalement, aux étudiants en plus du minerval légal.

De quoi parlons-nous ?

En Communauté française, jusqu'à récemment, les droits d'inscription payés par les étudiants du supérieur étaient entièrement fixés par la loi. Pour cette année, le montant est fixé à 162, 62 € pour les études de « type court » et à 325, 23 € pour les études de « type long ».

Cependant, depuis plus de 10 ans, les HE, ISA et ESA ont pris l'habitude de réclamer illégalement des montants supplémentaires aux étudiants sous formes de Droits d'Inscription ou de Droits Administratifs Complémentaires (DIC ou DAC).

Ces montants étaient réclamés en plus du minerval fixé par la loi. En 2004, le tribunal de Namur a déclaré cette pratique illégale. Cette décision marquait, espérait-on, la fin des DIC et des DAC. En d'autres termes, suite à la décision du tribunal, tous les étudiants

n'allaient plus devoir payer que le montant fixé par la loi avec, peut-être, un petit supplément de quelques dizaines d'euros.

Suite à cette décision, le Gouvernement s'était engagé à adopter des règles assurant la suppression des DIC et des DAC. Par ailleurs, le Gouvernement comblait quasiment le manque à gagner pour les Hautes Écoles, ISA et ESA en augmentant de près de 13 millions d'euros leur budget global.

La nouvelle mesure

Pourtant, cet été, le gouvernement de la Communauté française a fait voter un nouveau décret alors que tous les étudiants étaient en vacances.

Les nouvelles règles autorisent les Hautes écoles, ISA et ESA à réclamer des montants supérieurs au minerval de 615 euros dans les études de type court



et de 453 euros dans les études de type long. En d'autres termes, il s'agit d'une autorisation d'augmentation de 150 à 400% !!!

Pour certains types d'études, il n'y a même pas de montant maximum. En d'autres termes, vous pourriez payer jusqu'à 3000 ou 4000 euros. C'est, par exemple, le cas pour les études de communication, d'architecture ou d'Art.

Pourquoi s'opposer à la nouvelle mesure ?

Cette nouvelle décision est incompréhensible puisque le Gouvernement va déjà augmenter le budget des Hautes Écoles, des ESA et des ISA de 13 millions d'euros pour compenser la suppression des DIC et des DAC.

Les établissements pourront donc se servir sur le dos des étudiants tout en recevant un financement très important justement destiné à diminuer les frais réclamés aux étudiants ! C'est donc le monde à l'envers !

Toute augmentation du coût des études rend l'accès à l'enseignement supérieur

de plus en plus difficile pour de nombreux étudiants.

Étudier est un droit, pas un privilège : chacun devrait pouvoir accéder aux études quels que soient les revenus de ses parents.

Si les établissements d'enseignement supérieur manquent d'argent, ce n'est pas aux étudiants et à leur famille de payer, c'est au Gouvernement à prendre ses responsabilités pour assurer un enseignement de qualité.

Chaque euro investi dans l'enseignement en rapporte dix fois en termes de développement économique pour les régions bruxelloises et wallonnes. C'est un investissement plus que rentable !

Ce que nous demandons

Nous demandons que le Gouvernement respecte la décision du tribunal de Namur de 2004. En d'autres termes, nous demandons simplement la suppression des DIC et des DAC et le retour généralisé au montant du minerval légal (162 ou 325 euros selon le type d'études).



I. De quoi parlons-nous ? (petit historique)

1. Les DIC/DAC, c'est quoi ?

En Belgique, **jusqu'à récemment, les droits d'inscription payés par les étudiants du supérieur étaient entièrement fixés par la loi.** Les Hautes Écoles (HE), Écoles Supérieures des Arts (ESA) et Instituts Supérieur d'Architecture (ISA) ne pouvaient donc, légalement, réclamer aux étudiants que le montant du minerval fixé par la loi¹. Pour l'année 2006-2007, le montant du minerval est fixé par la loi à 162, 62 € (année non diplômante) et 211,14€ (année diplômante) pour les études de « *type court* » et à 325, 23 € (année non diplômante) et 422,28€ (année diplômante) pour les études de « *type long* ».

Cependant, depuis plus de 10 ans, ces trois types d'établissements ont pris l'habitude de réclamer illégalement des montants supplémentaires aux étudiants sous formes de Droits d'Inscription Complémentaires (DIC) et/ou de Droits Administratifs Complémentaires (DAC). Ces montants étaient réclamés en plus du minerval fixé par la loi.

Depuis leur apparition, la Fédération des Étudiant(e)s Francophones (FEF) s'est toujours battue contre les DIC et les DAC. Ce combat a été ponctué par une victoire importante (et qu'on espérait décisive) obtenue en 2004 devant le tribunal de première instance de Namur.

Sur base d'un recours introduit par une étudiante soutenue par la FEF, le tribunal de première instance de Namur a déclaré que les montants réclamés en plus du minerval sont illégaux, contraires à la Constitution belge et au Pacte international de l'ONU relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels. Le tribunal a accepté que des frais administratifs puissent être réclamés aux étudiants en plus du minerval mais a bien précisé que ceux-ci doivent être limités sinon ils ne sont pas légaux (en l'occurrence, il s'agissait d'un montant de quelque dizaine d'euros).

Cette décision marquait, espérait-on, la fin des DIC et des DAC. Si la jurisprudence avait été respectée, les Hautes écoles, les ISA et les ESA auraient dû arrêter de réclamer tout paiement supplémentaire au minerval (hormis les quelques dizaines d'euros de frais administratifs autorisés).

¹ Il s'agit, plus précisément, de la loi du 29 mai 1959, dite du Pacte scolaire. On trouvera le texte de la loi applicable en Communauté française à l'adresse :

<http://www.cdadoc.cfwb.be/RechDoc/docForm.asp?docid=24&docname=19590529s05108>

Attention : cette version ne reprend pas les modifications introduites par le décret voté au Parlement de la Communauté française le 18 juillet 2006 et qui fait l'objet de la présente note.

Suite à cette décision, le Gouvernement PS-Cdh s'était aussi engagé à adopter des règles assurant, dans toutes les Hautes Écoles, ISA et ESA, la suppression des DIC et des DAC. Un décret avait été voté² qui prévoyait leur suppression progressive sur une période de 10 ans³. Le Gouvernement légalisait, par ailleurs, la règle du tribunal de Namur qui permet de réclamer certains frais limités en plus du minerval. Les déclarations de la Ministre et des parlementaires affirmaient toutes que le montant de ces frais serait très limités (on pensait alors à quelques dizaines d'euros⁴). Ainsi, s'exprimant sur la suppression des DIC et des DAC, la députée PS Joëlle Kapompolé affirmait devant le parlement de la Communauté française : « *il n'est pas question de doubler le minerval pour les compenser* »⁵. La Ministre précisa, par ailleurs, que la liste des frais qu'on pourrait réclamer aux étudiants serait comparable à celle en vigueur dans l'enseignement secondaire : or, pour ce qui est du secondaire, le plafond maximum des frais est fixé à 75€ !!!

Par ailleurs, le Gouvernement comblait quasiment le manque à gagner pour les Hautes Écoles, ISA et ESA en augmentant de près de 13 millions d'euros leur budget global⁶.

Toutefois l'utilisation de ce refinancement qui répond au doux nom d'allocation pour l'aide à la « démocratisation de l'enseignement supérieur » est totalement libre. En clair, les Hautes Ecoles en font ce qu'elles veulent et absolument rien ne garantit qu'elle servira à réduire les droits d'inscription que payent les étudiants.

Pourtant, avant l'adoption du texte, les évaluations estimaient le montant total des DIC/DAC entre 13 et 15 millions d'euros. Le refinancement octroyé par la

² Il s'agit du décret de la Communauté française du 20 juillet 2005.

³ Cinq ans pour les étudiants de condition modeste.

⁴ Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au projet de décret déposé par la Ministre ainsi qu'aux débats ayant eu lieu au Parlement de la Communauté française lors de l'adoption de ce projet. Voyez le dossier parlementaire disponible à l'adresse : <http://www.pcf.be/req/info/dossier?section=public&id=001180456>. On consultera également les déclarations de la Ministre dans les quotidiens *Le Soir* et *La Libre Belgique*.

⁵ *Compte-Rendu Intégré*, Session 2004-2005, n° 21, 19 juillet 2005, p. 45, disponible à l'adresse <http://archive.pcf.be/imageStore/10000000009001a>

⁶ La méthode utilisée pour refinancer les HE, ISA et ESA est assez complexe. En voici les grandes lignes. Le montant alloué par la Communauté française aux Hautes Écoles, ISA et ESA est fixé par des règles complexes établies dans un décret : ces règles permettent de calculer, pour chaque établissement, le montant théorique qu'il peut réclamer à la Communauté française. Une fois ce montant calculé, l'établissement concerné devait précédemment en déduire le total de tous les minervaux qu'il recevait des étudiants. Chaque fois qu'un étudiant payait son minerval, le montant de celui-ci était déduit de l'allocation allouée par la Communauté française à l'établissement en question.

Le décret sur la suppression des DIC et des DAC du 20 juillet 2005 prévoit la disparition de cette règle : désormais le montant du minerval ne sera pas déduit de l'allocation allouée par la Communauté française aux différents établissements. L'entrée en vigueur de cette mesure aura lieu de manière progressive dans les 5 années à venir (on avait prévu initialement un délai de 10 ans mais celui-ci vient d'être raccourci lors de l'adoption du nouveau décret, le 18 juillet 2006).



Communauté française indemnise donc globalement les Hautes Écoles pour la (presque) totalité de leur perte.

Ainsi, même si on attendait encore la mise en application de ces promesses, **l'avenir pouvait enfin être vu de manière plus sereine.**

2. Virage à 360° : le Gouvernement revient sur ses engagements

Pourtant, **durant les vacances d'été 2006, le gouvernement de la Communauté française a fait voter un nouveau décret⁷** alors que tous les étudiants étaient en vacances (dans le but d'éviter tout mouvement de protestation). Avec ces nouvelles règles, plutôt que de refinancer l'enseignement supérieur (comme les étudiants l'ont encore réclamé dans la rue en 2004), le PS et le Cdh ont décidé de laisser tomber les étudiants et leurs familles et de les faire payer.

Les nouvelles règles autorisent les Hautes écoles, ISA et ESA à réclamer des montants supérieurs au minerval de 615 euros dans les études de type court et de 453 euros dans les études de type long. Pour un étudiant du type court, cela veut dire que son minerval peut être multiplié par presque 5 et pour un étudiant du type long, il peut être multiplié par presque 2,5 !

Pour certains types d'études, il n'y a même pas de montant maximum. Il s'agit des études d'arts, d'architecture ainsi que de toutes les études du domaine de la communication et du journalisme. Pour ces études, les établissements peuvent réclamer ce qu'ils veulent aux étudiants (ils doivent juste arriver à justifier l'existence de frais réels encourus : cf. ci-dessous). Ainsi, on peut tout à fait imaginer des droits d'inscription de 1000, 2000, 3000 € ou même plus !!! Or, selon les premières estimations avancées par le Gouvernement, ce ne sont pas moins de 10.000 étudiants (sur 80.000) qui seraient soumis à ce régime tout à fait arbitraire⁸.

Ceci est d'autant plus incompréhensible que le Gouvernement va déjà augmenter le budget des Hautes Écoles, des ESA et des ISA de 13 millions d'euros. Les établissements pourront donc réclamer autant d'argent qu'avant en se servant sur le dos des étudiants tout en recevant un financement très important justement destiné à diminuer les frais réclamés aux étudiants ! C'est donc le monde à l'envers !

⁷ Le décret a été voté le 18 juillet 2006 au Parlement de la Communauté française avec les seules voix du PS et du Cdh.

⁸ Voy. les différentes interventions lors du débat ayant eu lieu en séance plénière et en Commission de l'enseignement supérieur du Parlement de la Communauté française le 18 juillet 2006. Les comptes-rendus intégraux des réunions du Parlement sont disponibles à l'adresse www.pcf.be.

3. Le libre accès en danger

Comme on l'a dit, les nouvelles mesures permettent d'augmenter les droits d'inscription jusqu'à 615 ou 453 euros selon le type d'enseignement.

Un élément de comparaison permettra de voir à quel point ces mesures sont injustes.

Lors de sa création, le Gouvernement s'était engagé à garantir le subventionnement public de l'enseignement supérieur (cf. ci-dessous). Avec la nouvelle mesure, on peut maintenant évaluer ce qu'il en est réellement.

Une première évaluation permet de chiffrer le total de l'augmentation des droits d'inscription légaux, autorisée par le Gouvernement en vertu des nouvelles règles, à pas moins de 36 millions d'euros (voy. les annexes)⁹.

Même en prenant des chiffres extrêmement favorables au Gouvernement, ce montant est, sans aucun doute possible, largement supérieur à l'ensemble des refinancements octroyés aux Hautes Écoles, ISA et ESA depuis le début de la législature¹⁰.

En d'autres termes, au lieu de refinancer lui-même l'enseignement supérieur, le Gouvernement préfère opérer une privatisation larvée en augmentant toujours plus la part du financement réalisée par les étudiants. Au regard de ces chiffres, il semble clair que le Gouvernement fait peser sur le dos des étudiants et de leur famille le gros du refinancement de l'enseignement supérieur hors-université.

S'il avait vraiment voulu prendre en compte l'intérêt des étudiants et de leurs familles, le Gouvernement aurait été réclamer l'argent dont il a besoin au Gouvernement fédéral ou aux régions : il s'y est malheureusement refusé. C'est pourtant la solution de bon sens parce que chaque euro investi dans l'enseignement en rapporte dix fois plus par ricochet au Gouvernement fédéral et aux régions. C'est un investissement plus que rentable (cf. la partie consacré à l'aspect économique de la nouvelle mesure).

⁹ Bien évidemment, une partie des Hautes Écoles, ISA ou ESA réclamait déjà des DIC et des DAC pour un montant estimé de 15 millions d'euros de sorte qu'on pourrait dire que l'augmentation se limite à 16 millions d'euros. Mais, comme on le verra plus tard, ce raisonnement oublie que tout l'argent obtenu en plus du minerval comme DIC ou DAC était réclamé de manière illégale par ces établissements : les nouvelles règles légalisent donc une pratique tout à fait illégale. De plus, comme on l'a dit plus haut, le Gouvernement compense presque totalement les HE, ISA et ESA pour la suppression des DIC et des DAC : au total, on autorise donc bien un refinancement des HE, ISA et ESA sur le dos des étudiants pour un montant estimé de 34 à 36 millions d'euros (si on tient compte du fait qu'il *manque* 1 ou 2 millions d'euros dans le refinancement voté par la Communauté française).

¹⁰ On ne dispose malheureusement pas d'estimations précises de ce montant, mais, sur base des décisions prises jusqu'ici par le Gouvernement, il ne fait aucun doute qu'il se situerait largement en dessous des 36 millions d'euros.



II. Pourquoi nous opposons-nous à ces mesures ?

Tout comme la FEF s'opposait aux DIC et aux DAC, la FEF s'oppose désormais à la nouvelle mesure adoptée par le Gouvernement et le Parlement. Celle-ci n'est, en effet, qu'une légalisation cachée des DIC/DAC. Dans les lignes qui suivent, nous expliquons pourquoi il faut s'opposer à toute augmentation des droits d'inscription réclamés aux étudiants. Nous montrerons également qu'il s'agit d'une mesure inutile, injuste, inconstitutionnelle, contraire au droit international et dangereuse.

1. Contre toute augmentation des droits d'inscription : Étudier Est Un Droit, Pas Un Privilège !

Étudier dans l'enseignement supérieur coûte cher, très cher. Outre le montant du minerval, les parents des étudiants (ou l'étudiant lui-même) doivent financer la vie quotidienne (manger, s'habiller,...), le logement et les transports. A cela viennent s'ajouter les frais d'études, l'achat bien souvent nécessaire d'un ordinateur (ainsi que les logiciels et consommables qui vont avec), les fournitures scolaires habituelles,...

Au total, des recherches réalisées il y a quelques années, avaient estimé le coût d'une année d'étude à 5.000 euros¹¹. Certaines évaluations plus récentes faisaient état d'un montant de **6.000 à 10.000 euros par an**¹². Tout le monde ne dispose pas d'une telle somme et ce n'est pas le montant ridicule des bourses¹³ qui résoudra ce problème ! Ainsi, chaque année, de nombreuses personnes sont condamnées à ne pas accéder à des études supérieures pour cause de contraintes financières. D'autres étudiants doivent travailler de longues heures chaque semaine pour financer leurs études. Dans d'autres cas, c'est les parents qui doivent se priver ou emprunter de l'argent à long terme pour financer les études de leurs enfants.

Récemment, un habitant de Bastogne lançait une pétition en expliquant que, bien qu'il dispose d'un revenu au-dessus de la moyenne nationale, il n'arrive pas à joindre les deux bouts pour financer les études de ses enfants. Sur base de calculs transparents, il estime le coût total des études de ses enfants à plusieurs millions et il multiplie les heures supplémentaires pour payer, tant bien que mal, leurs études¹⁴.

Cette situation n'est pas juste. **Est-il normal qu'un jeune n'accède pas aux études de son choix à cause du niveau de revenus de ses parents ? Est-il normal**

¹¹ <http://www.cfwb.be/ciuf/publications/polprogeurdoc.htm>

¹² Ainsi, la FOPES de l'UCL estime le coût d'une année d'étude dans son département à 7.800 euros par an : <http://www.opes.ucl.ac.be/Bref%20FD.htm>.

¹³ En moyenne, les étudiants reçoivent 871,90 € de bourse pour l'ensemble de leur année (chiffre 2005-2006, voy. le rapport annuel du Conseil supérieur des Allocations d'études, C.S.A.E.). Avec des montants pareils, autant dire que la bourse servira presque uniquement à payer les droits d'inscription et ne constituera en rien une aide à la vie quotidienne de l'étudiant.

¹⁴ Voyez les explications et la pétition disponible à l'adresse www.dedukot.be

qu'un étudiant mette en danger ses chances de réussite parce qu'il doit travailler beaucoup pour financer ses études ?

Nous ne pouvons accepter qu'on augmente encore le montant des droits d'inscription. Chaque augmentation de ce type rend l'accès à l'enseignement supérieur plus difficile encore pour de nombreux étudiants potentiels. Ainsi, « *en 1999, un jeune de 18 ans dont le père était diplômé de l'enseignement universitaire avait 76,9 % de probabilité d'accéder aux études universitaires et 44,1 % de réussir sa première année, contre seulement 3,2 % et 0,8 % pour un jeune dont le père n'était diplômé que de l'enseignement primaire* »¹⁵. **Au niveau de l'équité sociale, l'enseignement belge est déjà un des plus mauvais de tout l'OCDE**¹⁶ (organisation rassemblant les pays développés). En 2005, un rapport de l'*Educational Policy Institute* classait la Belgique parmi les mauvais élèves de la classe en matière d'accès à l'enseignement supérieur¹⁷ : notre enseignement y finissait 12^{ème} sur 13 en matière d'accessibilité ! **Voulons-nous encore aggraver nos mauvais résultats ?**

Plusieurs autres pays européens n'imposent pas de droits d'inscription à l'enseignement supérieur. Souhaitons-nous rejoindre ces pays ou voulons-nous avancer vers un système à l'américaine ou les droits d'inscription dans les meilleurs établissements avoisinent les 30.000 euros ?

Lors de la création du Gouvernement de la Communauté française, le PS et le Cdh affirmaient en chœur : « *l'enseignement en ce compris l'enseignement supérieur n'est pas une marchandise et, à ce titre, il relève du secteur public* » et « *le subventionnement public des établissements d'enseignement doit être garanti* ». Dans le même ordre d'idée, le Ps et le Cdh déclaraient : « *c'est pourquoi, le savoir et la connaissance doivent être accessibles à toutes et à tous. Il s'agit d'un objectif démocratique que le Gouvernement entend renforcer* ».

Plus précisément, le PS et le Cdh prenaient l'engagement suivant : « poursuivant la logique de renforcement de l'accessibilité de l'enseignement supérieur à tous, le Gouvernement veillera à ce que les minerval et droits d'inscription légaux réduits ne fassent l'objet d'aucune augmentation »¹⁸.

¹⁵ Le Soir, 17 Septembre 2002, article disponible à l'adresse <http://www.fef.be/page716.html>. Voyez aussi le rapport MOC-UCL de 2002 disponible dans la rubrique « Documents de référence » à l'adresse http://www.fef.be/dossier.php?titre_dossier=questions_sociales#

¹⁶ Voyez notamment le rapport réalisé sur base de l'étude PISA de l'OCDE par Nico Hirtt (disponible à l'adresse http://www.ecoledemocratique.org/article.php3?id_article=115) ainsi que le rapport EUROSTUDENT 2000, malheureusement difficile à trouver sur Internet.

¹⁷ Voy. le rapport « *Global Higher Education Rankings - Affordability and Accessibility in Comparative Perspective* », disponible à l'adresse <http://www.educationalpolicy.org/pdf/Global2005.pdf>

¹⁸ Toutes ces citations sont extraites de l'Accord de Gouvernement PS-Cdh pour la Communauté française 2004>2009 (p. 30), disponible à l'adresse http://www.ps.be/files/0/accord_de_gouv_com_fran_.pdf

On ne pourrait mieux dire. Et pourtant, on le voit, **le PS et le Cdh n'ont pas hésité à trahir éhontément les engagements qu'ils avaient pris lors de la constitution du gouvernement de la Communauté française !!!**

2. Une mesure inconstitutionnelle et contraire au droit international

La Communauté française, elle-même, a admis la nécessité de diminuer le coût de l'accès à l'enseignement supérieur. En signant le Pacte international de New-York relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (voir encadré ci-contre), **la Communauté française s'est engagée à rendre progressivement gratuit l'accès à l'enseignement supérieur.**

La Cour d'arbitrage (Cour suprême belge chargée d'interpréter la Constitution) a décidé que le Pacte de New-York interdit à la Communauté française d'augmenter le montant des droits d'inscription à l'enseignement supérieur au-delà de l'indexation habituelle en fonction de l'inflation (c'est le fameux principe de « standstill »)..

Cette disposition a notamment servi de base au tribunal de Namur pour condamner les DIC et DAC. Ainsi, **la nouvelle mesure décidée par le Gouvernement est non seulement injuste mais aussi contraire au droit international** puisqu'elle aboutit à une augmentation possible de 150 à 400% des droits d'inscription.

Par ailleurs, la Cour d'arbitrage estime également que la Constitution oblige la Communauté française à fixer un maximum au montant des droits d'inscription qui peuvent être réclamés aux étudiants. Or, pour certaines orientations, le nouveau décret de la Communauté française ne fixe aucun plafond : pour celles-ci, les HE, ISA et ESA peuvent donc réclamer le montant qu'elles souhaitent à l'étudiant. Cela est donc clairement contraire à la Constitution.

Le Pacte de New-York

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été adopté à New-York le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale des Nations unies. Ce Pacte est un des textes les plus importants actuellement existant en matière de droits de l'Homme. Il contient ce qu'il est généralement convenu d'appeler les droits de la 2^{ème} génération (les droits de la première génération sont ceux des révolutions françaises et américaines comme la liberté de pensée, d'expression ou de presse).

Parmi les droits de 2^{ème} génération, on compte notamment le droit de grève, le droit de former des syndicats, le droit d'être à l'abri de la faim, le droit à la protection de la famille,... Dans le domaine qui nous intéresse, le Pacte reconnaît et protège le droit à l'éducation en son article 13. Dans son paragraphe 2, c., cet article énonce que « *l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité* ».

3. Une mesure économiquement irresponsable

Au niveau de l'accès à l'enseignement supérieur, la Belgique est loin de figurer dans le haut du classement quand on compare nos résultats à ceux d'autres pays développés¹⁹. Quand on tient compte non pas de l'accès à l'enseignement supérieur mais du nombre de personnes qui obtiennent finalement un diplôme, la Belgique se classe encore plus mal²⁰. **Or, à l'heure actuelle, les économies des pays développés reposent de plus en plus sur les compétences des travailleurs et les capacités d'innovation. La Wallonie et Bruxelles ne devraient pas l'oublier à l'heure où elles tentent de relancer leurs croissances et d'augmenter leurs taux d'emploi.**

Toute augmentation des droits d'inscription ne peut que conduire à une diminution du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur. Les résultats de la Communauté française dans ce domaine s'écarteraient donc encore plus de ceux des meilleurs pays et une reprise des économies wallonnes et bruxelloises serait de plus en plus difficile. **La Wallonie et Bruxelles ont besoin d'élever le niveau de compétence de leurs travailleurs : la mesure du gouvernement contribuera, au contraire, à le diminuer. Il est donc dans l'intérêt de chacun que le coût de l'enseignement n'augmente pas afin de garantir un accès croissant à l'enseignement supérieur.**

4. Une mesure inutile

La mesure prise par le Gouvernement est, par ailleurs, inutile. En effet, il n'est plus possible d'affirmer, désormais, que l'augmentation des droits d'inscription est nécessaire à la survie des HE, ISA et ESA. Ce type d'argument était utilisé antérieurement pour justifier la perception des DIC et des DAC. Cependant, aujourd'hui, cet argument est totalement dépassé.

En effet, suite au jugement obtenu par la FEF en 2004, le Gouvernement a augmenté de 13 millions d'euros le financement des Hautes Écoles, ISA et ESA. Le but de cette mesure était justement de compenser les Hautes écoles, les ISA et les ESA suite à la disparition des DIC et des DAC imposée par le jugement de 2004.

Or, le montant total des DIC et des DAC était estimé de 13 à 15 millions d'euros. En clair, **le refinancement voté par le Gouvernement permet de combler (presque) totalement la perte des DIC et des DAC par les Hautes Écoles, ISA et ESA. Pour financer l'éventuel surplus, une petite perception de quelques euros par étudiant aurait suffi.**

Au lieu de cela, le Gouvernement autorise les Hautes écoles, les ISA et les ESA à augmenter les droits d'inscription légaux de plus de 600 € (type court) ou de plus de 400

¹⁹ Voy. les pages 37 et suivante du rapport « *Global Higher Education Rankings - Affordability and Accessibility in Comparative Perspective* » de l'EPI (<http://www.educationalpolicy.org/pdf/Global2005.pdf>).

²⁰ Dans le rapport EPI cité à la note précédente, la Belgique se classe 10^{ème} sur 13 (voy. le tableau 23 en page 39 du rapport).



€ (type long). Pour certaines formations, il n'y a même pas de limite à l'augmentation. Ces montants apparaissent tout à fait faramineux quand on se rend compte qu'il y a uniquement 2 ou 3 établissements (sur plus de 30) qui auraient été lésés par le plafond s'il avait été appliqué partout et une seule dans la situation actuelle.

En fait, non seulement le Gouvernement refinance les Hautes Écoles, les ISA et les ESA mais, en plus, il leur permet d'aller chercher de l'argent dans la poche des étudiants. Une première estimation fixe à 36 millions d'euros le montant de l'augmentation des droits d'inscription légaux *autorisée* par le Gouvernement..

La comparaison est frappante : alors que le Gouvernement ne met que 13 millions d'euros sur la table, il permet aux Hautes Écoles, ISA et ESA de réclamer plus de 2 fois ce montant aux étudiants. Le PS et le Cdh affirment que les nouvelles mesures constituent un « *juste milieu entre les intérêts des étudiants et de leurs familles* » et « *un juste milieu pour permettre aussi aux Hautes Écoles de continuer à vivre* »²¹.

Peut-on vraiment parler de juste milieu quand on demande aux étudiants un effort 2 fois plus important qu'au Gouvernement ? Peut-on parler de juste milieu quand le Gouvernement donne 13 millions d'euros aux Hautes Écoles pour leur permettre de compenser la soi-disant perte des DIC/DAC et que, en même temps, il *légalise* une augmentation des droits d'inscription légaux de plus de 36 millions d'euros à charge des étudiants et à leurs familles ?

Le montant qui pourra être réclaté aux étudiants est, en fait, supérieur à tout l'argent que le Gouvernement a investi pour l'enseignement supérieur hors université !!! Le Gouvernement a donc totalement trahi le jugement du tribunal de Namur qui interdisait la perception de droits d'inscription supérieurs au minerval légal : au contraire, le Gouvernement autorise la plus grande augmentation jamais réalisée des droits d'inscription en Haute École, ISA et ESA.

Sur base de ces chiffres, l'orientation du Gouvernement est claire : il veut refinancer l'enseignement sur le dos des étudiants, c'est-à-dire, en clair, le privatiser par étapes. Car quand l'État n'assume plus un de ses rôles fondamentaux et diminue sa part dans le financement de l'enseignement, il ne s'agit de rien d'autre que d'une privatisation partielle du financement de celui-ci.

²¹ Déclaration de la députée Cdh Anne-Marie Corbisier-Hagon lors de la séance plénière du Parlement de la Communauté française du 18 juillet 2006, *Compte-Rendu Intégral*, N° 20, session 2005-2006, p. 35.

5. Une mesure injuste

La nouvelle mesure est, par ailleurs, tout à fait injuste. Le Gouvernement proclame qu'il a adopté une mesure qui tient compte des différences sociales des étudiants puisqu'on ne peut pas réclamer un montant supérieur à 105 euros pour les étudiants boursiers (soit les étudiants les plus pauvres) alors que le montant est de 778 euros pour les autres.

Le Gouvernement oublie cependant de mentionner que, auparavant, il était clairement écrit dans la loi que les Hautes Écoles, ISA et ESA ne pouvait réclamer AUCUN montant en plus du minerval légal aux étudiants boursiers²². **Avec la nouvelle mesure, il est permis de réclamer de l'argent en plus aux étudiants boursiers (dans la limite des 105 euros). Il s'agit donc clairement d'un recul par rapport aux règles antérieures et ceci est d'autant plus choquant que cela concerne les étudiants qui proviennent des familles qui ont les plus bas revenus²³.**

Par ailleurs, le montant de 105 euros ne concerne que les étudiants boursiers. Or, pour être considéré boursier, il faut vraiment que la famille de l'étudiant bénéficie de bas revenus et il faut remplir plusieurs autres conditions. Beaucoup de familles ont des revenus légèrement supérieurs aux plafonds pour être boursiers mais ont néanmoins de grandes difficultés à payer les études de leurs enfants (surtout s'il y a plusieurs enfants aux études supérieures) : ces familles ne bénéficieront pas du plafond de 105 euros et on pourra leur réclamer jusqu'à 778 euros.

De plus, les étudiants qui en ont financièrement besoin sont généralement aidés par les Conseils Sociaux des Hautes Ecoles. Mais, avec l'augmentation des droits d'inscription qui se profile à l'horizon, les conseils sociaux (qui ont déjà quatre fois moins de moyens que les conseils sociaux des universités) arriveront de plus en plus difficilement à octroyer une aide suffisante à ceux qui en ont besoin.

Or, le Gouvernement n'a même pas pris la peine d'augmenter le montant des subsides octroyés aux Conseils sociaux. Il ne peut donc même pas prétendre compenser l'augmentation possible des droits d'inscription par une augmentation des aides.

²² En son article 12, §2, la loi du 29 mai 1959 prévoit que, en ce qui concerne les étudiants boursiers, « *il ne peut être prélevé de droits complémentaires en plus du minerval qui leur est appliqué* ». Cet article perd, de fait, toute utilité suite au décret voté le 18 juillet 2006 par le Parlement de la Communauté française.

²³ On pourrait évidemment dire que, auparavant, une partie des Hautes Écoles, ISA et ESA réclamaient un montant supérieur à 105€ aux étudiants boursiers et que, donc, la nouvelle réglementation est une amélioration. Personne ne contestait cependant sérieusement que la pratique antérieure était complètement illégale : la loi interdisait expressément la perception de tout droit complémentaire auprès des étudiants boursiers. Le Gouvernement ne saurait donc se prévaloir d'une pratique totalement illégale pour justifier sa nouvelle mesure.



6. Une mesure qui nuira aux régions défavorisées

La nouvelle mesure va encore accentuer la différence entre les régions riches et les régions pauvres de Belgique.

En effet, dans les régions riches (ex. : le brabant wallon) le nombre de boursiers est faible. Les Hautes écoles qui le souhaitent pourront donc réclamer à la grande majorité des étudiants le montant maximum des droits d'inscription (soit 778 euros).

Par contre, dans les régions pauvres, les boursiers atteignent parfois 50% des étudiants (c'est le cas dans le Hainaut). Pour ces étudiants, le montant maximum est fixé à 105 euros et non à 778. Cela est bien normal (car ces étudiants ont moins de revenus) mais, pour les Hautes écoles qui accueillent beaucoup de boursiers, cela se traduira par des revenus nettement inférieurs. **Les Hautes écoles, ISA et ESA des régions les moins riches (comme le Hainaut) auront donc des moyens inférieurs à ceux des régions aisées : alors que les régions pauvres accueillent le plus d'élèves en difficulté, c'est elles qui auront le moins de moyens pédagogiques pour les aider.**

En université, une compensation complète est prévue pour les établissements qui accueillent plus de boursiers. Rien de tel n'est prévu pour les Hautes écoles : **la nouvelle mesure contribuera donc, encore un peu plus, à augmenter les différences de niveau entre les régions les plus riches et les plus pauvres de Wallonie.**



7. Conclusion

En conclusion, il apparaît que les nouvelles mesures prises par le Gouvernement et le Parlement doivent être retirées le plus vite possible. La seule solution juste consiste à agir conformément à la décision de 2004 du tribunal de Namur : interdire la perception de tout montant supérieur au minerval légal (soit, approximativement, 162 euros en type court et 325 en type long). Il s'agit de la demande de la FEF depuis l'apparition des DIC et des DAC. **Comme nous l'avons montré, aucune bonne raison ne permet de justifier l'augmentation des droits d'inscription.**

Annexes

1. Première estimation de l'impact budgétaire de la mesure

En règle générale, la nouvelle mesure permet de réclamer un montant total de droits d'inscription de 778 € à chaque étudiant de l'enseignement supérieur non universitaire. Ce montant est fixé à 105 € pour les étudiants boursiers (étudiants originaires de familles à bas revenus).

Le montant du minerval légal (établi en vertu de la loi 29 mai 1959 dite du Pacte scolaire) est fixé, en 2006-2007, à 162,62 € pour les études de type court et à 325,23 € pour les études de type long. En dernière année, ces montants sont plus élevés : 211,14 € pour le type court et 422,28 € pour le type long. Pour les boursiers, ces montants sont ramenés respectivement à 32,79 € et à 48,52 €.

Ainsi, sur base de ces chiffres, le nouveau décret autorise les augmentations suivantes. Pour les étudiants non-boursiers, l'augmentation des droits d'inscription par étudiant est de 452,27€ pour le type long et de 615,38€ pour le type court. En dernière année, l'augmentation est de 566,86€ pour le type court et de 355,72€ pour le type long. Pour les étudiants boursiers, l'augmentation est de 56,48€ pour le type long et de 72,21€ pour le type court.

Selon les derniers chiffres disponibles au public²⁴, le nombre d'étudiant dans l'enseignement supérieur non universitaire s'élevait, en 2003-2004, à 80.457²⁵. Dans le type court, on comptait 61.651 étudiants²⁶ et, dans le type long, on comptait 18.806 étudiants²⁷. Pour l'année 2004-2005²⁸, le nombre de boursiers s'élevait à 2.342 dans le type long et à 14.699 dans le type court.

Par ailleurs, on ne dispose pas du nombre d'étudiants inscrits en dernière année mais on peut néanmoins estimer ce chiffre sur base du nombre de diplômés²⁹. Pour

²⁴ Nous nous basons sur le document suivant établi par le service de statistiques de la Communauté française : « *Annuaire de l'enseignement de plein exercice et de promotion sociale (Année scolaire 2003-2004)* ». Les données utilisées sont disponibles à l'adresse : <http://www.statistiques.cfwb.be/publicationsDetails.php>

²⁵ Dont 72.247 en Hautes Écoles, 2.250 en Institut Supérieur d'Architecture et 5960 en Écoles Supérieures des Arts (on n'a pas tenu compte des 506 étudiants appartenant au régime transitoire).

²⁶ Dont 59.207 en Hautes Écoles et 2.444 en Écoles Supérieures des Arts.

²⁷ Dont 13.040 en Hautes Écoles, 2.250 dans les Instituts Supérieurs d'Architecture et 3.516 dans les Écoles Supérieures des Arts.

²⁸ L'année de base utilisée n'est pas la même mais, en l'absence de bouleversement législatif, on ne doit pas s'attendre à une différence trop importante d'année en année.

²⁹ Le nombre de diplômes sous-estime sans doute de manière significative le nombre d'étudiants inscrits en dernière année puisqu'il faut tenir compte du taux d'échec et des étudiants

l'année 2003³⁰, le nombre de diplômés dans le type court s'élevait à 12.638³¹ et dans le type long à 3312³².

En tablant sur une répartition équilibrée des boursiers entre les différentes années³³, on aboutit aux estimations suivantes pour les étudiants en dernière année : 3013 étudiants boursiers et 9625 non boursiers dans le type court ; 412 boursiers et 2900 non boursiers dans le type long (en arrondissant).

Ces estimations laissent 11.686 étudiants boursiers qui ne sont pas dans leur année finale dans le type court et 1930 dans le type long. Dès lors, il reste 37.327 étudiants non-boursiers qui ne sont pas dans leur année finale dans le type court et 13.564 étudiants non-boursiers dans le type long.

Ces chiffres permettent d'estimer l'impact des nouvelles mesures adoptées par le gouvernement et le parlement:

ESTIMATION DES MONTANTS SUPPLEMENTAIRES QUI POURRONT ETRE RECLAMES AUX ETUDIANTS EN VERTU DE LA NOUVELLE MESURE		
A) Étudiants non boursiers		
1) Type court, année non-finale	37.327*615,38	22 970 289 €
2) Type court, année finale	9625*566,86	5 456 275 €
3) Type long, année non-finale	13.564*452,27	6 134 590 €
4) Type long, année finale	2900*355,72	1 031 588 €
Sous-Total		35 592 742 €
B) Étudiants boursiers		
1) Type court	14.699*72,21	1 061 414 €
2) Type long	2.342 *56,48	132 276 €
Sous-Total		1 193 690 €
TOTAL		36 786 643 €

Au total, il semble donc que les nouvelles règles permettront aux HE, ISA et ESA de réclamer près de 37 millions d'euros supplémentaires !!!

qui, selon l'expression consacrée, renvoient leur mémoire en janvier. On se base ici sur les chiffres fournis dans l'annuaire précité ainsi que dans le rapport de l'ETNIC et AGERS, « *Analyse descriptive des données individuelles 2004 de la population étudiante des Hautes Écoles et des Instituts Supérieurs d'Architecture* », juin 2005, disponible à l'adresse http://www.statistiques.cfwb.be/rapports/documents/FR_rapport_2003_2004.pdf

³⁰ Une fois de plus l'année de base n'est pas la même mais, ici aussi, on ne doit pas s'attendre à des modifications importantes dans les chiffres de 2003 à 2004 de sorte que les estimations restent fiables.

³¹ Dont 12.062 en Hautes Écoles et ISA et 576 en ESA.

³² Dont 2 971 en Hautes Écoles et ISA et 341 en ESA.

³³ Cette méthode d'estimation surestime sans doute le nombre de boursier en dernière année étant donné le fort taux d'échec chez les boursiers dans les premières années.



Il est clair que, vu la mauvaise qualité des données, cette estimation est sujette à des erreurs. Certains éléments soulignés en note ci-dessus tendront à diminuer (légèrement) ce montant. Par contre, nous n'avons pas tenu compte des filières dans lesquelles aucun plafond n'est imposé et qui pourraient contribuer à faire exploser ce montant (ces filières concernent, selon la Ministre, approximativement 10.000 étudiants sur 80.000).

Dès lors, on peut affirmer avec une très haute probabilité que le montant des droits d'inscription supplémentaires qui peuvent être réclamés aux étudiants est supérieur à 35 millions d'euros.